



Conseil d'administration 25 et 26 janvier 2018 à Vaulx-en-Velin

Jeudi 25 janvier - Présent-es :

3Bis, Sandrine SAWCZYSZYN

A deux et Plus entreprendre, Sylvie MERG

Ariac, Marie-Laure FUNK

Co-actions, Sophie PIQUEMAL et Stéphanie BAERT

CoopConnexion, Luc MARONI

Coopetic, Anita PROTOPAPPAS

Crealead, Frédéric SANCHEZ

Elycoop, Jimmy MERCANTE

Heliscoop, Sylvie HERAULT et Yannick SABELLE

Les champs des Possibles : Sylvain PECHOUX

Mosaïque, Tristan KLEIN

NaturaScop, Eric GUIBOURDENCHE

Optéos, Simon SARAZIN

Oxalis, Stéphane RIDEL, Germain LEFEBVRE et Anne-Laure DESGRIS (après-midi)

Pollenscop, Bernard CANAT

Smiles, Inel OLIVAR et Yannick TIMBOU

Solstice, Jean-Jacques MAGNAN

Invitée : Caroline LACOËNTRE (Copéa)

15 CAE présentes dont 15 à jour de leur cotisation

Présentation de candidatures

De membres accompagnés à membres acteurs : Smiles, Champs des possibles, Heliscoop, Optéos

Smiles – voir fiche de présentation

CAE de l'île de la Réunion. Couverture régionale de l'ensemble du département.

En moyenne 130 000 euros de chiffre d'affaire facturé.

2 autres CAE à la Réunion. Elles sont du réseau CPE. Une est axée SAP et l'autre vers des projets culture.

Yannick et Inel sont actuellement bénévoles pour la CAE.

Heliscoop - voir fiche de présentation

Sur le territoire, la relation avec la CAE du réseau CPE COAPI en nord Charente se passe bien.

Les Champs des possibles - voir fiche de présentation

Optéos - voir fiche de présentation

La coopérative a lancé une expérience coopérative jeunes.

- Vote pour les candidatures membre accompagné à membre acteur : Smiles, Heliscoop, Les Champs des possibles et Optéos

11 membres votants présents : accord à l'unanimité

- Proposition de prendre en charge le déjeuner des nouveaux membres acteurs et accompagnés et le dîner de Smiles ce soir
10 oui. 1 abstention.

Candidature membre accompagné : CoopConnexion

Présentation de LUC MARONI.

CAE sous forme de SCIC SAS qui se développe sur un territoire abimé.

Territoire artois (600 000 habitants) et extension possible sur St Omer.

Public mixte : micro entrepreneur·es, étudiant·es, public en difficulté (éloigné de l'entrepreneuriat) qui a besoin d'une étape avant d'accéder à l'entrepreneuriat. Cette étape est proposée avec un chantier d'insertion et CCAS (8 entrepreneur·es sur 37).

Luc est aussi maire adjoint et adjoint à l'ESS à Lens. Création d'une CJS dans la ville de Liévin.

Préconisation des CAE : il faudra porter une attention particulière lors de l'accompagnement à l'aspect politique (si changement de majorité politique).

Travail en commun avec les CAE du territoire.

- Vote pour la candidature de CoopConnexion comme membre accompagné
15 membres votants présents : accord à l'unanimité.

Info des CAE : tour de table des CAE représentées

Solstice

Après 18 mois de travail, l'AG du 23 novembre 2017 a acté la transformation de Solstice de SCOP SARL à SCOP SA. La CAE compte 88 associé.es.

Composition du CA : 60% ESA, 30% équipe support, 10% autres.

Le CA a élu une présidente ; Françoise Bernard, ESA, et nommé un DG ; Jean-Jacques Magnan.

Notez la date : Solstice organise une fête pour son anniversaire le 21 juin 2018 !

NaturaScop

70 salarié·es. Le chiffre d'affaire augmente, la marge brute aussi.

Des groupes métiers se mettent en place.

Une embauche accompagnement est envisagée pour le 2nd semestre.

Natura travaille avec les CAE qui ont des problématiques similaires ; Terracoopa, Mosaique, les Champs des Possibles...

La CAE accentue l'accompagnement des entrepreneur·es à la démarche commerciale.

Travaille avec d'autres CAE au développement d'un outil de gestion administratif : CoopRM.

Envisage un déménagement d'ici 1 an ou 2.

PollenScop

Stagnation du nombre d'entrepreneur·es. Les nouveaux·elles arrivé·es compensent les ancien·nes parti·es.

La marge brute n'a pas bougé.

Une réflexion est en cours sur le passage de SARL à SA d'ici 1 an.

Bernard annonce qu'il quittera la gérance et Pollen dans 18 mois.

Les CAE de Drome Ardèche : Solstice, Prisme, NaturaScop, Pollen, Cabestan et Arcoop

- poursuivent leur travail de communication commune sur le statut d'ESA sur leur territoire : radio, cinéma...

- travaillent dans le cadre d'un plan de revitalisation avec Areva, sans communication extérieure sur le partenariat

Une journée de travail entre les comptables des CAE Natura, Solstice, Pollen et Prisme a été organisée. Volonté de mettre cette pratique en place 2 fois par an.

Mosaïque

65 entrepreneur-es fin 2017. La CAE fête ses 10 ans cette année. Sur son territoire, la CAE travaille avec une Scic à Grasse. La structuration du réseau régional des CAE se fait petit à petit. Sur son activité agricole la CAE est présente sur toute la région.

Crealead

En train de structurer la délégation unique du personnel (DUP) ; la CAE a dépassé le nombre de 50 salarié-es. Forte dynamique : 240 entrepreneur-es. Les collectifs autogérés se développent. La CAE s'étend sur l'Hérault. Suite à la fermeture d'Energie Alternative à Sète, quelques entrepreneur-es ont rejoint la SCOP. Crealead est bien accueilli par les acteurs du territoire.

3 Bis

74 entrepreneur-es fin 2017, idem fin 2016. Sandrine est gérante depuis 7 mois. Elle considère que le changement de gérance se passe bien et facilité par la présence de Claire toujours dans la CAE. La CAE est dotée d'un conseil d'associé-es restreint, présent et soutenant. Actuellement la CAE travaille sur son développement, notamment la communication.

Co-actions

La CAE se transforme en SCIC SA. Une réflexion sur la gouvernance est en cours au sein de la coopérative.

Oxalis

Accompagnement sur les processus et instances décisionnelles en cours avec une intervenante externe. Travail avec le CA sur le renouvellement des mandataires sociaux ainsi que sur le projet stratégique de « l'après CAE ». Les instances représentatives du personnel (IRP) sont organisées depuis l'élection du mois d'octobre 2017 sous forme de délégation unique du personnel (DUP).

Coopetic

La CAE a eu un contrôle URSSAF en début d'année. 180 entrepreneur-es, avec Coopetic media Scic arl. Dans le cadre du développement du projet recherche la coopérative a intégré 8 entrepreneur-es chercheur-ses. La coopérative travaille sur la structuration interne. Elle a organisé un transfert d'expérience avec Crealead. Elle mutualise de la gestion avec des coopératives du territoire.

Elycoop

130 entrepreneur-es. La CAE va fêter ses 18 ans. La présidence de la coopérative est assurée par un entrepreneur. En plein lancement d'un nouveau modèle de gouvernance. Un séminaire sur la gouvernance a été organisé en novembre 2017. Marque CO'HOP 4 CAE du territoire lyonnais lancée au printemps 2017 permet de communiquer sur les CAE et le CESA et de faire du réseau entre les entrepreneur-es. Objectif : organiser 3 conférences annuelles en invitant des conférencier-es. Echanges de pratiques. Echanges d'activité entre entrepreneur-es.

Ariac

390 entrepreneur-es fin 2017. Ouverture d'un établissement secondaire BTP janvier 2018. Mise en place d'un gestionnaire de paie.

Organisation Copéa

Suite à l'annonce du départ d'Henri Cachau, une réunion a été organisée le 17 octobre 2017 où il a été décidé que

- nous ne cherchons pas de remplaçant à Henri Cachau
 - nous confions à Caroline la coordination du réseau
 - nous organisons un pool de praticien·nes qui pourrait accompagner les CAE en création et durant leur vie
 - nous organisons la transmission d'Henri Cachau à 4 personnes du groupe de praticien·nes
- Les praticien·nes identifié·es sont : Claire Gilman (3BIS), Bernard Canat (Pollenscop), Angélique Francescatti (Crealead) et Henri Nantillet (Solstice).

Affirmation que le groupe doit être réduit, avec un engagement dans le temps, la co-construction d'outils communs ainsi que la capacité à transmettre.

Les CAE mettant à disposition des praticien·nes seront indemnisées 300 €/jour d'intervention. Il a été estimé que 100 jours sont nécessaires pour transmettre et répondre aux besoins d'accompagnement.

Caroline reste la porte d'entrée sur la base des pratiques et des savoirs et les demandes d'accompagnement.

La méthodologie d'accompagnement est en cours de construction.

➤ La CA donne son aval pour que le groupe de travail continue à avancer.

- Anita propose de s'inspirer du système de l'AVISE demandeur et donneur
- Comment capitaliser les échanges sur Agora des CAE et vérifier les informations transmises ? Il faudra y travailler dans le cadre du chantier commun CPE Copéa. Sylvain évoque une piste de financement
- Anita propose d'élargir le cercle de 4 personnes et formaliser les expériences et des échanges
- Dans l'accompagnement des nouveaux membres, il faudrait rendre plus lisible le système de parrainage

Commission formation

Bilan formations 2017 : 11 journées de formation ont eu lieu avec environ 90 stagiaires.

Catalogue 2018 : reconduction des formations 2017 et proposition de nouvelles formations.

Questionnement sur la création d'une formation/information sur les solutions à envisager suite à la modification des règles du jeu sur la facturation : que font les CAE par rapport à l'obligation du 1er janvier 2018 d'avoir un système non falsifiable, papier ou caisse enregistreuse, pour justifier de paiement de produits sans facture (paiement sur les marchés...) ?

Nous pourrions proposer à la Scic d'expertise comptable Finacoop (expert-comptable et réviseur de quelques CAE) une intervention en marge d'un CA ?

Proposition d'une formation sociétariat : pour la lancer, Caroline sollicite l'ensemble des CAE du réseau pour identifier des formateur·rices potentiel·les.

Dans le même axe : prendre la parole en public et être capable de se questionner sur la CAE, la gouvernance ...

Proposition de l'Institut des Territoires Coopératif sur la maturité coopérative.

Parcours de 10 demies-journées. Programme 2018 commence en avril.

Recherche action et échanges de pratique. <http://institut-territoires-cooperatifs.fr>

Avancée des travaux avec CPE et la CG SCOP

L'objectif de ces travaux est de préparer les Etats généraux (EG) des 13 et 14 septembre 2018 à Paris.

Le travail se fait en bonne intelligence. Présentation du schéma en annexe.

Présentation des points d'accord et d'avancée :

Les 2 jours d'EG à Paris ne permettront pas de réunir toutes les CAE : les États généraux seront précédés de consultations territoriales. Il faut donc prévoir des temps déconcentrés sur les territoires, repérer ce qui existe déjà (ex : plénière CAE en RA). Elles seront certainement différentes sur chaque territoire. Elles sont prévues de mi-mars à mi-juin 2018.

Le périmètre des sujets de consultation : Lobbying / promotion – communication / questions juridiques.

Périmètre de la consultation : toutes les CAE de nos réseaux et hors réseau.

Les travaux issus de ces consultations seront mis en commun, dépouillés et consolidés par le comité de pilotage Copea CPE.

Pendant 2 jours, lors des EG : concertation, codécision vers une perspective d'assemblée constituante – échéance à définir.

La gouvernance et le mode de décision de ces états généraux restent à définir en amont en comité de pilotage (base démocratique 1 personne morale = 1 voix ?).

Remarque : nos contacts à la CGScop sont Nicolas Scalbert et Amélie Rafael, vice présidente à l'innovation. Jean-Jacques Magnan et Frédéric Sanchez indiquent qu'il faudrait inclure Guy Babolat, 1^{er} vice-président chargé du développement.

Tour d'horizon des réunions territoriales qui existent déjà

- PACA : a commencé avec l'Urscop à organiser une réunion entre CAE. Tristan est plutôt optimiste
- Ile de France : les réunions entre CAE du territoire sont quasi inexistantes
- Nouvelle Aquitaine : un groupe de travail a été initié. En auto-animation sans l'Urscop. Les réseaux pourraient s'appuyer sur cette 1^{ere} expérience
- Auvergne Rhône-Alpes une réunion prévue en mars. Mais attention cette réunion n'a pas l'enjeu de rencontre inter-réseaux
- Hauts de France : possible d'organiser
- Bretagne : une co-invitation Copéa CPE sera bienvenue. Pas de difficulté d'animation
- Occitanie : une co-invitation Copéa CPE sera bienvenue
- Est : une co-invitation Copéa CPE sera bienvenue
- Et hors métropole ? Ex de la Réunion : une co-invitation Copéa CPE sera bienvenue

Le Copil Copéa-CPE travaille à la production de documents.

Lobbying

Présentation des propositions de CPE et suite à donner.

A ce stade de la démarche le CA ne souhaite pas s'associer à la démarche en cours telle que formulée mais préfère une démarche co-construite qui associe les 2 réseaux et la CG. Ce sujet sera exploré dans le processus des EG...

Éléments de réponse à partager à CPE : Nous vous remercions de votre proposition. Nous vous proposons une réunion de travail dans le cadre des sujets EG. Que ce sujet soit porté par la CG et les CAE sur les territoires. Nous souhaitons une démarche co-construite.

Copéa peut commencer à travailler sur la question de lobbying, qui servirait de base au travail de co-construction. Y travailler au prochain CA avec des propositions concrètes et constructives.

Une commission s'organise pour avancer sur le sujet : Anita Protopappas, Coopetic, Frédéric Sanchez, Crealead et Eric Guibourdenche, Naturascop, le 16/02/2018 à Lyon.

Quelques pistes à travailler

Sur l'exonération de TVA : ça dépend des activités, pour une CAE généraliste, ce n'est pas intéressant.

L'ACCRE

Renforcement des fonds propres.

Vendredi 26 janvier - Présent.es :

3Bis, Sandrine SAWCZYSZYN

A deux et Plus entreprendre, Sylvie MERG et Véronique AUBERT

Arcoop, Carole MARAY

Ariac, Marie-Laure FUNK

Boréal Innovation, Laurent BONNET

Cabestan, Laurence DUCROT

CDE SAP, Laurent BONNET

Co-actions, Sophie PIQUEMAL et Stéphanie BAERT

Coopetic, Anita PROTOPAPPAS

Crealead, Frédéric SANCHEZ

Elycoop, Jimmy MERCANTE

Heliscoop, Sylvie HERAULT et Yannick SABELLE

Mosaïque, Tristan KLEIN

NaturaScop, Eric GUIBOURDENCHE

Optéos, Simon SARAZIN

Oxalis, Stéphane RIDEL, Germain LEFEBVRE et Anne-Laure DESGRIS

Petra Patrimonia, Abdoulaye TRAORE

Pollenscop, Bernard CANAT

Smiles, Inel OLIVAR et Yannick TIMBOU

Solstice, Jean-Jacques MAGNAN (matin)

Invitée : Caroline LACOËNTRE (Copéa)

Réflexion CGScop Copéa : l'évolution du CESA, de la CAE, de l'entrepreneuriat collectif

Les faits

- fin 2017, Patrick Lenancker a fait au Conseil économique social et environnemental (CESE) une proposition d'élargissement du CESA à l'ensemble des coopératives
- Les Scop ont participé aux assises de la mobilité : plateforme des livreurs à vélo. Comment le CESA pourrait être utile pour les plateformes numériques ?
- l'URScop Ile de France a monté un think tank sur les nouvelles formes de travail. Laurence a été invitée pour présenter le CESA

Lors de la réunion du 25 janvier, le Bureau national de la CGScop a bien noté que le CESA est tout de même contraint par son cadre légal. Les CAE ont présenté leur position : accord pour développer l'entrepreneuriat collectif mais pas pour déréglementer le salariat.

L'une des préoccupations des CAE étant de se développer, il est pertinent de saisir cette opportunité pour s'ouvrir et pour donner accès à l'entrepreneuriat collectif et coopératif.

Une des difficultés quand on crée une CAE est notamment de trouver des dirigeant·es. Une piste pourrait être de proposer aux coopératives existantes de créer des établissements secondaires.

Réflexions

Oxalis : s'interroge sur le comment protéger les salarié·es de l'obligation de faire du chiffre d'affaire constamment.

Quel lien de subordination pour l'entrepreneur·e de toujours ?

Subordination économique des salarié·es. Proposer un parcours dans la durée.

Eric constate une évolution dans Copéa. Il y a quelques années on ne concevait pas d'apporter des clients aux entrepreneur·es. C'est en train d'évoluer, de plus en plus de CAE accompagnent les entrepreneur·es dans leur démarche commerciale.

Comment accompagner l'entrepreneur·e dans sa recherche de client et d'affaires ? La CAE doit faire attention à maintenir la posture d'entrepreneur·e. Comment mutualiser la recherche de missions ?

Heliscoop a constaté que le commercial est le point faible. La CAE doit-elle les aider à faire ensemble ?

Tristan : constat que des entrepreneur·es vont dans des réseaux type BNI et des interrogations des agriculteurs qui ne peuvent cumuler commercial et production.

Crealead : la CAE propose aux entrepreneur·es une action commerciale collective, sur cotisation.

CDE SAP : une plateforme est mise en place. Mais la coopérative a parfois du mal à répondre à la demande ! Il n'y a pas toujours d'entrepreneur·e sur le territoire.

Optéos : une marque déjà développée est proposée aux entrepreneur·es. Ce qui permet de leur donner du temps pour leur activité elle-même.

=> Cela pose aux CAE la question de leur développement, du développement du CESA, d'un changement d'échelle.

De se réinterroger sur ce qu'est un·e entrepreneur·e, son lien de subordination, notamment par rapport à la recherche de marchés, les outils à mettre en place type plateforme.

Sur l'utilisation du CESA et de sa définition légale qui pourrait évoluer, où met-on une ligne rouge ?

Il serait bien qu'un groupe de travail se crée au sein des CAE pour cogiter sur ces questions.

Le groupe de réflexion sur le Lobbying, créé la veille, s'élargit pour réfléchir à ces problématiques actuelles : Sylvie Merg, A2 et plus Entreprendre, Sylvie Hérault, Heliscoop et Carole Maray, Arcoop. 16/02 à Lyon.

Si d'autres CAE souhaitent participer ou transmettre des écrits : contacter Caroline.

Pour cette réunion, il serait intéressant d'avoir une estimation du nombre d'entrepreneur·es qui passent par une plateforme. Caroline interroge les CAE.

Budget 2017 et prévisionnel 2018

Le budget 2017 réalisé sera présenté lors du CA d'avril.

Présentation du prévisionnel 2018 : 2 options ; une pessimiste et une optimiste.

Dans les deux options, le résultat net tourne autour de 30 000 € ce qui permet de prendre en compte l'indemnisation du groupe de praticien·nes pour 100 jours à 300 €

Sur les ventes : nous avons des difficultés à approcher la somme concernant la formation.

Adhésion et cotisation

Echange sur nos pratiques et le sens des adhésions et cotisations

Cette question est d'autant plus pertinente que dans le cadre des travaux de rapprochement avec CPE, il est envisagé de créer une nouvelle structure.

Actualité : Ariac et Oxalis demandent à utiliser une autre assiette de calcul des cotisations à la CG et l'URScop. Pour l'URScop la cotisation se calcule en fonction du CA de toute la CAE, structure et entrepreneur-es.

Depuis plusieurs années Ariac conteste la base de calcul de la cotisation. Pour Ariac, le CA des CAPE ne rentre pas dans la base de calcul. Ariac a été informé fin décembre de leur exclusion de la CGScop.

Oxalis a pris la décision lors de leur AG de 2015 de revoir l'assiette de calcul en se basant uniquement sur l'équipe structure. La réflexion de l'AG était sur le principe même de la cotisation, savoir à quoi elle sert, quel bénéfice la coopérative en retire ? La cotisation étant versée à l'UR Rhône Alpes, La CAE ayant des entrepreneur-es ailleurs qu'en RA, la cotisation ne leur bénéficie pas. Oxalis en a informé l'URScop.

D'autre part, la coopérative a décidé de ne plus bénéficier de subvention région, coordonnées par UR RA.

Oxalis affirme assumer ce risque et ne pas souhaiter sortir du mouvement Scop.

Oxalis mène une réflexion sur l'utilisation de la somme non versée.

Au début de la coexistence des 2 réseaux Copéa et CPE, les pratiques étaient différentes. CPE préconisait une assiette sur l'équipe structure. Copéa pensait qu'il valait mieux cotiser sur l'ensemble de la CAE.

Précision : la révision coopérative n'est pas incluse dans la cotisation, il s'agit d'une prestation supplémentaire.

Coopetic doit adhérer au réseau des Scop de la Communication et n'en est pas satisfaite.

Pour Laurence : si la cotisation n'est pas basée sur toutes les salarié-es, c'est qu'elles et ils n'ont pas toutes la même valeur.

Une partie de la contribution va alimenter un fond de développement.

Tous les territoires ne sont pas égaux. Certaines URScop ne demandent pas de cotisation. Les URScop sont des associations autonomes et distinctes.

La question de l'adhésion et du versement des cotisations peut être posée aussi en s'interrogeant si ça a un sens d'être dans le milieu coopératif et comment on l'estime.

La cotisation a un objectif de mutualisation.

Jean-Jacques préconise d'être acteur en étant élu-e dans les URScop pour décider de l'affectation des cotisations.

Frédéric Sanchez témoigne qu'en Occitanie, les relations CPE/Copéa minaient la visibilité des CAE. Le fait que les CAE participent à l'URScop a permis à l'UR d'aider les CAE.

Les CAE qui cotisent pourraient trouver inégal et injuste que d'autres ne cotisent pas car la cotisation participe au développement du mouvement Scop en général, même celles qui n'adhèrent pas.

Optéos donne l'exemple d'un réseau où le droit de vote peut se faire sur un % du budget.

Demandes formulées

Copea pourrait aller voir CG et UR et leur faire part des demandes sur les réalités concrètes de terrain.

Et pourquoi pas demander à la CG un financement, ce qui permettrait de baisser la cotisation à Copéa, cf Guy Babolat.

Laurence rappelle que l'on travaille beaucoup avec la CG, qu'il y a eu une création de poste spécial CAE (Nicolas Scalbert). A nous de réfléchir à ce que l'on attend du mouvement, sans omettre la mutualisation, ensuite Copea pourra aller voir la CG.

=> Prévoir une séance de travail au CA d'avril.

Présentation du projet tchèque, BEC

Pour mémoire, Copéa a été contacté pendant l'été par des représentantes d'un projet de CAE de République Tchèque, BEC, pour un accompagnement.

Leur projet a été inspiré de la création des CAE en France (présentation il y a 10 ans), sur un projet européen de création.

La CAE est généraliste. Depuis sa création, en 2012, 90 entrepreneur-es sont passé-es par la coopérative pour tester leur activité et capacité à entreprendre.

Jana Babincová et Eva Škrabalová, 2 représentantes du projet BEC ont participé aux Rencontres en septembre 2017. Laurence Ducrot et Henri Cachau sont allés en République tchèque en octobre 2017 pour un échange avec les responsables du projet et leurs partenaires.

Les échanges ont surtout tournés autour de

- comment le réseau Copéa s'est monté
- comment fonctionne une CAE (ils ont monté un modèle dispositif, basé sur fond public, avec place des entrepreneur-es dans la CAE)
- comment les réseaux ont participé à la rédaction de la Loi

Des représentant-es du projet viennent en France 4 jour en mars 2018.

Il faudrait que quelques CAE puissent les accueillir. Crealead et Elycoop sont d'accord pour les recevoir.

Laurent informe qu'ils ont prévu de venir à Marseille.

Aussi, ils aimeraient rencontrer la région. Nouvelle aquitaine est une région sensible à l'ESS et aux CAE. Sinon en Occitanie. En Auvergne Rhône Alpes, on pourrait missionner l'URScop, ce qui serait plus simple.

A Valence, il y a une représentante de la direction régionale Pôle Emploi (cf Eric)

Caroline coordonne cette visite.

Appel à compétence

Pour le remplacement du portail. Caroline a besoin de former une commission pour identifier un ou des outils qui permettraient de partager des documents, des actualités et des forums avec différents niveaux de droits.

Echange de pratiques

Cf document des rapporteur-es de chaque groupe.

Contrats et conventions : on constate un besoin de compétence juridique, notamment sur les relations entre entrepreneur-es et la structure support.

Caroline interroge les CAE sur une liste de tous les contrats dont les CAE pourraient avoir besoin.

Copéa pourrait solliciter le service juridique de la CGScop ou un-e juriste extérieur-e.

Proposition d'une journée formation / information sur la paie et les droits sociaux.

Formateur identifié : Fabrice d'Oxalis si intéressé et disponible ou expert.

Bien cadrer la demande pour organiser une journée d'ici mai.

Prochain CA

Mobiliser Finacoop sur son expertise sociale, comptable et juridique pour une intervention.
Poursuivre le travail amorcé sur le Lobbying.

Points divers

La Banque

Gestion de la trésorerie et des placements. Quelle notification la CAE donne-t-elle aux entrepreneur-es des niveaux de risque ?

Info de Laurent : l'AFE met en place un extranet, outil qui récence les structures de l'accompagnement à la création d'entreprise dans 7 ou 8 régions. Cet outil sera déployé dans toutes les régions. Comment Louty pourrait répondre à cette demande ?

Caroline interroge Louty.

Pensez à dire à l'avance les thèmes sur lesquels les CAE souhaitent travailler en échange de pratique lors du prochain CA !

Notez bien

les dates des prochains CA :

4/5 avril CA AG à Paris et 3/4 juillet CA à Lyon

Etats généraux des CAE

13/14 septembre à Paris